

<p>Si Oui, quelle est la nature de l'affiliation?</p> <p><input type="checkbox"/> Propriété exclusive</p> <p><input type="checkbox"/> Propriété non exclusive : % de propriété</p> <p><input type="checkbox"/> Société sœur</p> <p><input type="checkbox"/> Société mère</p> <p><input type="checkbox"/> Coentreprise</p> <p><input type="checkbox"/> Autre :</p>	
<p>Nom légal de l'Affilié : Adresse de l'Affilié (Rue, ville, État, pays, code postal) :</p>	
<p>Date de début de la couverture :</p>	<p>Date de début de la couverture demandée : / / (Jour/Mois/Année)</p> <p>La dernière date d'échéance en vertu de la (des) transaction(s) tombe-t-elle dans la période de 180 jours qui suit la date de début de la couverture demandée ci-dessus? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui</p>
<p>Description des biens ou des services :</p>	
<p>Dans le cas de biens, est-ce qu'au moins 60% de ces biens seront exportés du Canada*? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>Dans le cas de biens, tous les biens seront ils fabriqués au Canada? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>Sinon, quel pourcentage sera fabriqué au Canada?</p> <p>Dans le cas de services, est-ce qu'au moins 60% de ces services seront rendus à l'étranger par des Canadiens (payés au Canada) pour l'acheteur étranger? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui</p> <p><small>*On entend par « biens exportés du Canada » que les biens traversent la frontière canadienne pour livraison à une destination précisée par un acheteur étranger.</small></p>	
<p>Est-ce que certaines de vos ventes sont assurées auprès d'un autre assureur-crédit?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>Si Oui, l'autre assureur a-t-il refusé votre demande de crédit pour cet acheteur? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui</p>
<p>Modalités de paiement :</p>	<p>Veillez indiquer les modalités de paiement de la (des) transaction(s) :</p> <p>Le paiement par l'acheteur est-il effectué par lettre de crédit irrévocable? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>S'agit-il de votre première vente à l'acheteur? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (Si Oui, veuillez passer à la partie 4).</p> <p>Au cours des deux dernières années, l'acheteur vous a-t-il toujours payé intégralement jamais plus tard que 60 jours suivant la date d'échéance?</p> <p><input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>Quel est le solde impayé actuel auprès de l'acheteur? \$</p> <p>Avez-vous déjà conclu des transactions avec cet acheteur moyennant des modalités de paiement différentes? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>Si Oui, quels étaient ces modalités de paiement?</p> <p>Antécédents de paiements :</p> <p><input type="checkbox"/> Lent – 1-15 jours</p> <p><input type="checkbox"/> En souffrance – depuis 30 jours</p> <p><input type="checkbox"/> En souffrance – de 31-60 jours</p> <p><input type="checkbox"/> En souffrance – de 61 à 90 jours</p> <p><input type="checkbox"/> Plus de 90 jours</p>

4 ORDRE DE PAIEMENT

Désirez-vous céder le produit de la Police, si une Police est établie par EDC, à votre banque?
Si Oui, veuillez remplir la partie des renseignements bancaires ci-dessous :

Nom de la banque : (la « banque »)		Adresse de la succursale :	
Nom du contact à la banque :		Titre :	
Téléphone :	Télécopieur :	Courriel :	

Si EDC établit une police en réponse à la présente Proposition :

A) le Proposant ordonne par les présentes à EDC de :

- 1) payer directement à la *banque* toute somme qui deviendra exigible par le Proposant, aux termes de la police (y compris le recouvrement de toute somme qui est payable au Proposant) par suite d'un sinistre;
- 2) fournir à la *banque* tous les renseignements et documents qu'elle demande concernant la police qui sont également mis à la disposition du Proposant, y compris sans s'y limiter, les renseignements concernant le respect par l'Assuré aux conditions de la police, les déclarations, les rapports sur les comptes en souffrance, les sinistres et les indemnités;

B) le Proposant reconnaît que :

- 1) EDC peut donner à la *banque* l'accès aux renseignements et à la documentation concernant la police qui sont maintenant ou ultérieurement rendus accessibles aux institutions financières à partir de pages désignées du site Web d'EDC;
- 2) EDC peut faire parvenir directement à la *banque* une copie de la police et des copies de toute la correspondance concernant les défauts aux termes de la Police et la résiliation de cette dernière, qu'EDC, dans chaque cas, envoie au Proposant relativement à la Police après la date à laquelle la Police est établie;
- 3) le présent Ordre de paiement est irrévocable par le Proposant sauf consentement écrit de la *banque*. Il ne constitue pas une cession de la police et n'accorde aucunement à la *banque* le droit de présenter une demande d'indemnisation ou d'intenter des poursuites en vertu de la police.

5 PAIEMENT DE PRIME

Mode de paiement :

Chèque Carte de crédit*

*Si EDC fait une offre de police d'assurance en réponse à la présente Proposition, un représentant d'EDC communiquera avec vous afin d'obtenir les renseignements sur la carte de crédit.

Le Proposant déclare ce qui suit :

Il est légalement constitué en société ou enregistré au Canada. L'acheteur n'accuse actuellement aucun retard de paiement vis-à-vis du Proposant. Le Proposant n'a connaissance d'aucune information négative susceptible d'avoir une incidence sur la solvabilité de l'acheteur.

Aucun contrat de vente devant être assuré aux termes de la Police Acheteur Unique ou d'une Police d'Assurance Frustration de contrat : i) n'exige ou n'exigera que le Proposant : a) commette, à l'égard d'une entreprise ou d'une personne canadienne, des actes discriminatoires fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, ou la religion; b) refuse d'acheter ou de vendre à une entreprise ou à une personne canadienne; c) limite ses investissements commerciaux ou autres activités économiques dans un autre pays; d) produise un document (parfois appelé « certificat d'origine négatif ») qui établit que certains biens ou services ne proviennent pas d'entreprises ou d'endroits particuliers; ou e) refuse de vendre des biens ou services canadiens à un autre pays ou d'acheter des biens ou services d'un autre pays; ou ii) ne renferme ou ne renfermera pas de déclaration faite par le Proposant, ou n'exige ou n'exigera pas que le Proposant fasse une déclaration dans laquelle il affirme ne pas faire d'affaires dans un pays donné, à moins que cette déclaration n'indique clairement qu'elle ne constitue pas une déclaration d'intention de limiter les activités du Proposant dans le pays en question.

En ce qui a trait aux transactions devant être assurées par EDC : a) ni le Proposant ni ses affiliés* n'ont pris ni ne prendront sciemment part à un acte qui est interdit par les lois criminelles applicables en matière de corruption d'agents publics étrangers, y compris par la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* du Canada, en vertu de laquelle il est illégal pour toute personne d'accorder, d'offrir ou d'accepter d'accorder ou d'offrir, directement ou indirectement, un prêt, une récompense, ou un avantage ou bénéfice quelconque à un agent public étranger afin d'obtenir ou de retenir un avantage dans le cours normal des affaires; b) ni le Proposant ni ses affiliés, ni au mieux de leur connaissance, une personne agissant au nom du Proposant ou au nom de ses affiliés, ne sont actuellement mis en cause devant un tribunal ni n'ont été reconnus coupables par un tribunal au cours des cinq dernières années de violation de lois contre la corruption d'agents publics étrangers d'un pays quelconque; et c) le Proposant accepte de fournir à EDC, sur demande, l'identité des personnes agissant en son nom et au nom de ses affiliés, ainsi que le montant et la raison des commissions et des frais payés, ou qu'il a été convenu de payer, à ces personnes. *Au sens du présent paragraphe, on entend par affilié : i) une personne qui est contrôlée directement ou indirectement par le Proposant ou par une personne qui exerce également directement ou indirectement un contrôle sur le Proposant; ou ii) une personne qui contrôle le Proposant directement ou indirectement ou iii) l'un des mandataires du Proposant ou des personnes décrites à l'alinéa i) ou ii); aux fins de ce qui précède, le terme « contrôle » s'entend du contrôle de fait.

Le Proposant certifie en outre n'avoir connaissance d'aucun risque environnemental important lié aux transactions devant être assurées par EDC. Par « risque environnemental », on entend tout effet potentiel négatif, sur l'environnement ou sur des communautés situées à l'extérieur du Canada, qui résulterait des transactions assurées par EDC -- soit i) découlant de l'utilisation finale de biens produits ou fabriqués par le Proposant et exportés du Canada qui sont vendus par le Proposant; ou ii) découlant de services rendus à des acheteurs étrangers par le Proposant à l'étranger.

Le Proposant atteste que les renseignements donnés dans la présente Proposition sont véridiques et exacts et qu'il reconnaît: i) que ces renseignements sont essentiels pour qu'EDC prenne une décision quant à l'établissement d'une police acheteur unique ou d'une Police d'Assurance frustration de contrat et ii) qu'EDC a le droit de rejeter toute responsabilité aux termes d'une police de ce genre si la présente Proposition contient une déclaration inexacte. Le Proposant comprend que des renseignements supplémentaires pourraient être requis par EDC avant qu'elle présente une offre relativement à l'appui sollicité dans la présente Proposition et que ces renseignements, une fois soumis, feront partie de la présente Proposition.

Le Proposant déclare que l'acheteur n'est pas un acheteur apparenté, lorsque « acheteur apparenté » s'entend d'une personne : a) qui détient une participation directe ou indirecte dans les affaires du Proposant, ou dans laquelle le Proposant détient une participation directe ou indirecte, b) qui est apparentée au Proposant par l'intermédiaire de la participation directe ou indirecte qu'un tiers a à titre de propriétaire dans les affaires de cette personne et dans celles du Proposant, c) ou qui a, ou dont les propriétaires directs ou indirects ont, un lien de parenté avec le Proposant ou avec les propriétaires directs ou indirects du Proposant, ou d) qui a avec le Proposant tout autre type de lien susceptible de faire craindre à un assureur raisonnable que le Proposant ne se comportera peut-être pas comme un vendeur prudent à l'égard de cette personne, au détriment d'EDC.

Le Proposant déclare également qu'au mieux de sa connaissance, après avoir effectué une enquête raisonnable, EDC n'a jamais résilié une police ou rejeté une proposition d'assurance pour une police ayant trait : i) au Proposant ou ii) à toute société dont un dirigeant ou un administrateur est ou a été un dirigeant ou un administrateur du Proposant.

7 RENSEIGNEMENTS SUR LE COURTIER

Nom légal du courtier :

Adresse municipale :

Ville :

Province/Territoire :

Code postal :

Nom du contact :

Titre du contact :

Téléphone :

-

-

Télécopieur :

-

-

Courriel :

Site Web :

8 CONSENTEMENT ET SIGNATURE

Le Proposant accepte qu'EDC divulgue les renseignements inaccessibles au public que le Proposant a fournis à EDC relativement à l'appui accordé aux termes des présentes a) à la *banque* susmentionnée, selon le cas; b) à son actionnaire et à ses employés, dirigeants, administrateurs, mandataires, conseillers, consultants, conseillers juridiques et réassureurs, coassureurs et assureurs éventuels ou existants; c) en vertu des exigences légales, réglementaires, procédurales et de vérification; d) en application des engagements internationaux d'EDC et du Canada; et e) au Courtier susmentionné, selon le cas. En outre, en signant le présent formulaire, le Proposant reconnaît et comprend que tous les renseignements recueillis par EDC sont assujettis à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*; EDC recueille, protège et communique ces renseignements conformément à ces lois.

Signé le :

Signataire autorisé du Proposant :

Nom et titre (en lettres moulées) :